Paris, le 29 août 2020.

A l'attention de [redacted] et de l'inspection en général
Copie pour information au secrétariat de mon établissement ainsi qu'à quelques lecteurs intéressés.

Bonjour monsieur [redacted],

nos vacances, bien qu'amputées en juillet et en août, restant malgré tout des vacances je n'ai pas pris connaissance sur le site académique le 11 juillet dernier du mail m'informant que si je me connectais sur Arena je pourrais, en cherchant bien, trouver un lien qui m'emmènerait alors vers le site I-Prof dans lequel je pourrais, en cherchant bien, trouver un message contenant un lien vers un site contenant un lien vers un site contenant un lien vers mon rapport d'inspection. Ce même rapport ne précisait pas que ladite inspection datait de novembre 2019, mais en revanche, en 5 cases à cocher et 5 lignes de texte, il stipule que mon enseignement n'est pas satisfaisant puis me laisse jusqu'au 26 juillet pour répondre. Il faut donc attendre 7 mois pour recevoir un rapport de 5 lignes mais y répondre sous 2 semaines pendant les grandes vacances…

N'ayant donc la possibilité de m'exprimer via l'outil institutionnel, je vais m'exprimer ici en prenant la peine de développer mes arguments sur plus de 5 lignes.

Je ne suis pas surpris du (maigre) contenu de ce rapport, mais n'en suis pas moins indigné. Je ne suis pas surpris car j'ai pris le parti il y a bien longtemps de toujours travailler selon ma conscience peu importe l'impact financier sur ma carrière. J'ai ainsi quitté les bancs de [redacted] pour aller vers ceux de l'université et y devenir enseignant. J'ai prolongé ce choix quand, inspection après inspection, j'ai exprimé le fond de ma pensée plutôt que d'abonder les inepties de notation bienveillante, de pédagogie différenciée et j'en passe. Évidemment, les inspecteurs étant plus ouverts à la distribution de critiques qu'à leur réception, ils n'ont pas été très généreux pour mon avancée salariale et cela m'a valu de progresser dans les échelons à l'ancienneté c'est à dire parmi le dernier tiers des professeurs « les moins méritants ». La liberté a un prix, mais elle le vaut.

Voici donc les critiques argumentées, en commençant par les raisons pour lesquelles les mots « **pédagogie différenciée** » me provoquent de l'urticaire :
* Il y a de cela environ 30 ans a été prise, pour des raisons purement économiques, la décision de supprimer le redoublement. L'institution n'assumant pas dès le début sa position, cette suppression s'est faite progressivement mais inexorablement sur 3 décennies. Les élèves n'ayant pas acquis les connaissances requises, plutôt que de pouvoir y consacrer une année supplémentaire en redoublant, se retrouvent donc dans la classe supérieure à devoir acquérir des notions plus compliquées que celles qu'ils ne maîtrisent déjà pas. Puis vient la classe encore supérieure, puis celle d'après, puis...
* Avant cette politique une classe était donc composée d'environ 25 élèves d'un niveau à peu près homogène. Aujourd'hui dans une même classe se retrouvent environ 31 élèves dont bien peu ont les connaissances requises et beaucoup ont accumulé plusieurs années de lacunes.
* Il faut alors faire le choix de ne faire cours qu'à une maigre portion des élèves, ou bien consacrer une grande part du temps à enseigner le contenu des années précédentes sans pouvoir alors boucler celui de l'année courante. Nous nous retrouvons donc face à une situation absolument ingérable, et c'est là qu'intervient la pédagogie différenciée !
* Cette formidable idée marketing consiste à dire qu'il est tout fait possible d'enseigner 31 contenus différents à 31 élèves aux connaissances les plus disparates possibles le tout bien sûr avec des horaires qui fondent au fil des ans. Si si, c'est possible ! C'est en tout cas ce que clament les didacticiens à qui veut bien les écouter. On peut donc affirmer en toute logique que si des enfants continuent d'échouer scolairement malgré cette brillante invention cela ne peut être que la faute des enseignants insatisfaisants et en aucun cas le résultat d'une politique économique aveugle à ses propres conséquences.

Mais en même temps que l'on démantèle mécaniquement l'avenir de nos enfants il faut garder le contrôle de l'image médiatique. Vient par exemple l'exquise invention de « **notation bienveillante** » :
* Les résultats médiocres des élèves français à tous les tests qu'ils passent, y compris pour le classement international PISA, ne sauraient être la conséquence de la baisse générale de niveau engendrée elle même par la politique économique... Il faut donc trouver une autre explication et elle sera limpide : ce sont les notes qui sont malveillantes !

* Les enseignants ou autres enquêteurs internationaux sont donc des êtres malfaisants qui, tout englués qu'ils sont dans des concepts archaïques de notation objective, n'ont pas encore compris qu'il n'est pas envisageable de noter un élève en dessous de 15.
* Heureusement le lénifiant politiquement correct est là pour aider à instaurer cette notation bienveillante ! Tout contrevenant fera l'objet des foudres de son chef d'établissement qui, via le contrôle continu, tient à améliorer ses résultats aux affectations ou aux examens. Le contrevenant s'attirera également les foudres des parents outrés par tant de malveillance envers leur descendance et tout autant obnubilés par les affectations. Il faudra bien entendu ajouter à cela les foudres de son inspection qui tient tout particulièrement à distribuer la soupe populaire aux enseignants les plus démunis de bienveillance.
* Ce concept étant particulièrement porteur, je vous encourage vivement à le développer en proposant aux médecins des thermomètres bienveillants, aux constructeurs automobiles des jauges à essence bienveillantes, ou encore aux banquiers des cartes bleues bienveillantes !
* Ici précisément commence à poindre la sourde colère du politiquement correct lecteur qui s'indigne du peu de cas que l'on fait ici de l'impact psychologique sur les élèves de cette notation malveillante. Cependant, comme il soulève la question, il acceptera peut-être qu'on la lui retourne : « Quel est l'impact psychologique de cette « notation bienveillante » ? » .
* Il y a bien sûr de nombreuses réactions possibles des enfants face à ces 15 en pagaille. Par exemple, un enfant peut se dire : « Si j'ai déjà d'aussi bons résultats avec si peu d'efforts pourquoi travailler plus ? » ou encore « En classe j'avais l'impression de ne pas tout comprendre, mais en fait tout va bien ! » ou encore « Ce professeur est vraiment nul, il ne se rend pas compte que je ne comprends rien ! » ou encore « Pourquoi ne me pose-t-on jamais de question pour savoir si j'ai compris les points difficiles ? » ou encore « Pourquoi me dit-on que tout va bien et me laisse-t-on ne rien comprendre ? » etc....
* Si par hasard un professeur malveillant vient à succéder à un professeur bienveillant, alors inexorablement on assiste au scénario suivant : les 8 succèdent aux 15, les parents demandent un rendez-vous, les parents s'offusquent des difficultés qu'il fait rencontrer à leur enfant et s'insurgent de son incapacité à en mesurer le génie. A leur décharge, pourquoi les parents penseraient-ils autrement si on les a bercés d'illusions en faisant systématiquement passer leur enfant tout en lui distribuant des notes « bienveillantes » ?
* Peut-être est-il temps de comprendre que si des élèves développent des blocages dans certaines disciplines, cela ne provient pas des notes mais plutôt du discours et de jugement qui les accompagne ! Il est tout à fait possible de noter objectivement les élèves et de les maintenir motivés si l'intention qui accompagne ces mauvaises notes est **bienveillante**, mais cette fois-ci au **sens propre** du terme.
* Maintenir une exigence sur le niveau des élèves c'est leur montrer que l'on attend d'eux qu'ils y arrivent, et donc que l'on pense qu'ils en sont capables. Leur distribuer des 15 qui anesthésient toute réaction, c'est les laisser dormir au fond de la classe et refiler la patate chaude à l'enseignant suivant, mais c'est politiquement correct !

Mais la formidable hypocrisie va toujours plus loin : après avoir détruit les exigences scolaires et donc le niveau des enfants, après avoir réduit au maximum les voies alternatives anciennement offertes aux élèves de collège, après avoir supprimé tant et plus de postes de conseiller d'orientation, après avoir augmenté le nombre d'élèves par classe, après avoir réinstauré les enseignants précaires et non-qualifiés, il faut malgré tout se poser en sauveur des enfants en difficulté et donc « inventer » un dispositif **devoirs faits**… C'est à dire inventer l'eau chaude et proposer des heures d'aide aux devoirs, les mêmes heures d'aide aux devoirs qui ont été supprimées quelques années plus tôt avec beaucoup moins de publicité.

Voilà, entre autres, ce à quoi vous voudriez me voir adhérer, mais cela n'arrivera pas. Vous me jugez sur des critères que je réfute. Il est bien dommage que pour juger insatisfaisante ma capacité à « favoriser l'apprentissage des élèves », à « prendre en compte leur diversité » ou encore à « évaluer leurs progrès » vous n'ayez pas plutôt pris la peine d'opposer votre point de vue à celui des premiers intéressés à savoir les élèves eux-mêmes ! De mon côté je les questionne régulièrement le dernier jour de l'année sur ce qu'ils ont pensé de mes cours et ce qu'il leur semblerait bon de modifier, et je leur pose à nouveau la question quand ils repassent au collège quelques années plus tard. Autant l'avis des didacticiens m'indiffère, autant celui des élèves m'importe. Pratiquez-vous cette même réflexivité ?

Bien sûr, vous n'êtes ni l'auteur de ces politiques économiques ni celui de la démagogie didacticienne, mais vous y contribuez activement et consciemment. Ce que l'on attend de son inspection c'est un échange constructif sur l'organisation des programmes et la structure du cours ou encore sur la façon la plus pertinente

d’introduire une notion délicate.
* Mais comment établir un dialogue avec l’inspection si, quand vous tentez un débat sur l’enseignement de la logique, on vous répond que l’inspection ne peut avoir d’avis tant que les didacticiens n’ont pas documenté la question ?
* Comment établir un dialogue avec l’inspection si, quand vous la questionnez sur les motivations de la réintroduction d’une notion complexe dans les programmes, elle vous dit n’avoir aucun avis ?
* Comment établir un dialogue avec l’inspection si, 5 mois avant le confinement, vous proposez la mise en ligne d’un cours officiel accompagné de son contenu et obtenez pour réponse « Cela ne sert à rien, mais faites-le donc tout seul ! » ? Et si l’on reposait la question aujourd’hui ?
* Bien pire encore, comment faire confiance à son inspection quand, à la veille de la mise en place de la réforme des collèges, le grand inspecteur général en chef des mathématiques s’adresse à un parterre de 300 enseignants (de mathématiques toujours) pour leur assener sans sourciller que **3,5>4** ? En effet grâce à la mise en place de la nouvelle réforme, les élèves auraient plus de temps pour assimiler les notions en passant de 4h à 3,5h par semaine...

A défaut d’avoir pu débattre avec vous des problèmes de fond dont les enjeux dépassent de beaucoup le cadre de l’éducation nationale, je ne désespère pas de faire entendre ma voix plus haut en espérant y trouver des décideurs prêts à faire évoluer leur point de vue car nous devrions tous avoir le même objectif : construire un avenir meilleur pour nos enfants.

Veuillez agréer, monsieur, l’expression de ma plus profonde sincérité,
[redacted]